

COMMUNICATION DE CRISE : ETUDE DE CAS SUR LA GESTION MEDIATIQUE DE LA TRANSITION AU MALI.

Royata FABE

Maitre-assistant à l'Ecole Supérieure de Journalisme et des Sciences de la Communication (ESJSC) de Bamako-MALI
royatafabe@gmail.com

Résumé

Le Mali fait face à une crise multidimensionnelle depuis 2012 marquée par la présence des groupes terroristes. La lutte contre ses bandes terroristes qui a débuté depuis 2012 fait l'objet de beaucoup d'interprétation médiatique notamment sur les bilans matériel et humain, sur la prise de certaines décisions etc. par certains médias nationaux, internationaux et à travers les réseaux sociaux. Ce sont ces interprétations qui conduiraient à la désinformation de la population ou créeraient des ambiguïtés dans la compréhension des informations en ces périodes de crise. Cette situation d'instabilité conduit à une communication de crise.

Une communication de crise peut être considérée comme l'ensemble des moyens de communication mise en place par les autorités d'un pays pour lutter contre la désinformation et mettre toute la population au même niveau d'information. Malgré les mesures prises, nous faisons toujours face à ce fléau.

L'objectif principal de ce travail est de contribuer à la bonne gestion des informations. Il est surtout question de faire l'état des lieux sur les méthodes de communication des autorités de la transition d'une part, et d'identifier des moyens de gestion médiatique adaptées au contexte socio-politique du pays permettant d'éviter la désinformation et de circonscrire l'utilisation des réseaux sociaux dans la diffusion des informations, d'autre part.

Nous sommes partis de l'hypothèse selon laquelle la population malienne reçoit des informations venant de plusieurs sources.

Pour mener à bien ce travail, nous avons adopté une approche qualitative à travers un guide d'entretien et procédé à une analyse de contenu. Les grandes tendances des résultats vont dans le sens de créer une cellule indépendante de gestion des informations pour minimiser le phénomène d'exposition de la population aux sources d'information non crédibles.

Mots clés : communication, crise, étude, gestion, médiatique, mali.

Abstract

Mali has been facing a multidimensional crisis since 2012, marked by the presence of terrorist groups. The fight against these terrorist groups, which began in 2012, has been the subject of much media interpretation, particularly regarding the material and human tolls, the making of certain decisions, etc., by certain national and international media outlets and through social media. These interpretations are said to lead to misinformation among the population or create ambiguities in the understanding of information during these times of crisis. This unstable situation leads to crisis communication.

Crisis communication can be considered as the set of communication methods implemented by a country's authorities to combat misinformation and provide the entire population with the same level of information. Despite the measures taken, we continue to face this scourge.

The main objective of this work is to contribute to effective information management. Its main objective is to take stock of the transitional authorities' communication methods, on the one hand, and to identify media management methods adapted to the country's socio-political context, allowing for the avoidance of misinformation and the limitation of the use of social media in the dissemination of information, on the other.

We started from the assumption that the Malian population receives information from multiple sources.

To carry out this work, we adopted a qualitative approach using an interview guide and conducted a content analysis. The main trends in the results point to the need to create an independent information management unit to minimize the phenomenon of factors that expose the population to unreliable sources of information.

Keywords : *communication, crisis, study, management, media, Mali.*

Introduction

Le Mali fait face à une crise multidimensionnelle depuis 2012 marquée par la lutte contre des groupes terroristes. A cette lutte contre ses bandes terroristes s'ajoute la désinformation de la population qui est exposée aux médias publics, privés et aux réseaux sociaux. Des interprétations qui portent notamment sur

la gestion de la transition, sur les bilans matériel et humain des attaques et sur la prise de certaines décisions etc. par certains médias nationaux, internationaux et à travers les réseaux sociaux conduiraient à des réactions révoltantes. Face à ces pratiques, les autorités maliennes avaient pris des mesures de circonscriptions allant de la suspension de certains médias étrangers à des sanctions ciblées contre certains informateurs. Malgré ces mesures, le phénomène n'est pas complètement circonscrit et d'ailleurs, certains individus se permettent de partager certaines informations à la place des autorités en utilisant souvent les logos et les cachets des départements et institutions.

Aux prémices de l'ère des réseaux sociaux, le continent africain a été témoin d'une augmentation rapide des campagnes de désinformation modernes. Il est toutefois important de noter que ce fléau est antérieur à l'ère numérique. Bien que la désinformation ait toujours fait partie de l'écologie de l'information et de la communication en Afrique, la nature instantanée des réseaux sociaux a augmenté la fréquence de campagnes d'informations méticuleusement élaborées, intentionnellement fausses et trompeuses. L'ampleur de la désinformation en Afrique reflète une tendance mondiale, soulignant le besoin urgent de comprendre ses origines, ses instigateurs et ses conséquences profondes. Ceux et celles qui produisent la désinformation ont compris plus que les scientifiques comment s'adresser au public, croit l'experte. « Ils utilisent ce que les gens connaissent : des vidéos, des chansons, des informations faciles à comprendre. Alors qu'en science, typiquement, on communique nos résultats avec des statistiques complexes, des webinaires peu accessibles ou des études cachées derrière des murs payants... Rien pour capter l'attention de milliers de personnes ! » Guillaume, Solo et al.

Que faire, alors ? Utiliser le pouvoir des histoires, idéalement en demandant à quelqu'un de faire part de son expérience personnelle. « Les gens s'imagineront vivre eux-mêmes la

situation décrite. » Quand personne ne peut témoigner directement de sa réalité (par exemple, si personne n'est vacciné dans une communauté), on peut alors utiliser des histoires fictives.

C'est l'approche retenue par Africa Check, une organisation de vérification des faits, pour un projet de radio-théâtre visant à lutter contre la désinformation liée aux vaccins contre la COVID-19. Après avoir entendu une courte dramatique interprétée par des acteurs et actrices, les membres du public pouvaient téléphoner pendant l'émission, « prendre la place » d'un personnage et expliquer ce qu'ils auraient fait différemment. L'émission était diffusée en wolof au Sénégal et en pidgin au Nigéria. Une approche prometteuse sur un continent où des millions de gens ont un faible niveau de littératie et un accès difficile à Internet *Raphaëlle Derome*.

Pour mener à bien ce travail, nous avons adopté une approche qualitative à travers un guide d'entretien.

Au vu de tout ce qui précède, il serait intéressant de faire l'état des lieux sur les moyens d'information de la population malienne d'une part, et d'identifier des méthodes de gestion médiatique adaptées au contexte socio-politique du pays permettant d'éviter et de minimiser la désinformation.

1. Revue de la littérature

La communication entre le peuple et ses dirigeants est indispensable surtout dans un contexte de démocratisation des pouvoirs. Malgré le contexte particulier du pays, le peuple a toujours droit à la bonne information. Or, avec la pléthore des réseaux sociaux, la fourniture de l'information n'est pas seulement assurée par les professionnels. Ainsi, ces réseaux sociaux conduiraient à la désinformation de la population à cause des difficultés liées à leur contrôle par les autorités. Des

auteurs ont travaillé sur l'impact de ces réseaux sociaux face à l'information.

Ainsi, Mary Meeker de la société américaine de capital-risque, estime que dès 2017, les dépenses de publicité sur Internet dépassaient pour la première fois celles sur la télévision, 205 milliards de dollars, contre 192 pour la télé.

Selon Statista, la moyenne mondiale de temps passé devant la télé descend progressivement. Celle sur Internet augmente drastiquement. Les courbes sont proches et se sont croisées en 2018, avec 173 minutes de moyenne quotidienne pour la TV, et 164 minutes pour Internet. Ce croisement a eu lieu dans les années 2020 et a vu la prédominance d'Internet sur la télévision sur les **8 heures par jour**, en moyenne, que l'humanité passe à consulter des médias.

Ce développement d'Internet et des réseaux sociaux n'est pas sans impact sur notre consommation de l'information. Elle était traditionnellement assurée avant tout par la télé, la radio et la presse écrite, plus ou moins cadrée et contrôlée.

L'agence Reuters publia en 2018 une étude très intéressante sur la consommation de l'information à travers le monde. On y apprend que la télé, en France par exemple, reste la principale source d'information. Mais on constate une **perte de vitesse notable** : 84 % des Français l'utilisaient pour s'informer en 2013, ils ne sont plus que 71 % en 2018.

Parmi les réseaux sociaux les plus usités pour diffuser l'information, Facebook est en tête avec 41 % des Français qui l'utilisent en ce sens, suivi de YouTube à 22 %, et Messenger à 10 % selon une étude.

Un journal télévisé a, à la fois, des horaires fixes et un format long. Tandis que les réseaux sociaux permettent de s'informer dès que l'on a un instant de libre dans la journée. Pour les jeunes notamment, qui délaissent complètement la télévision, les réseaux sociaux sont un excellent moyen de se tenir informés.

Selon une étude *Mediametrie* de 2018, et contre toute attente, **93 % des 15-34 ans déclarent s'intéresser plus ou moins à l'actualité**. Et 1 sur 6 s'y déclare même accro (qui l'eût cru ! Et on vient ensuite dire que les jeunes ne sont pas engagés !). Toujours selon *Mediametrie*, 71 % de cette classe d'âge privilégie les réseaux sociaux pour s'informer.

Cette présente étude se fonde sur la gestion de l'information au Mali en cette période de transition. Il vise à identifier les moyens d'information de la population et d'identifier des méthodes de gestion médiatique adaptées au contexte socio-politique du pays permettant d'éviter la désinformation

2. Méthodologie

Les données de la présente étude sont relatives à une enquête que nous avons menée à Bamako au mois d'octobre 2024. Elle a été menée auprès des responsables de certains services publics, privés et auprès de certains citoyens maliens. Les citoyens concernés sont des adultes et leur âge varie entre 35 et 70 ans.

Eu égard à la nature du thème abordé, l'approche qualitative a été privilégiée pour la collecte des données. Nous avons tenu compte de l'avis des responsables évoluant dans des structures publiques, privées et celui du citoyen lambda.

Ces avis nous ont permis de faire l'état des lieux, de comprendre la perception des couches concernées sur les moyens et les sources d'information et de dégager des perceptions d'amélioration à travers une analyse de contenu. Un échantillonnage aléatoire nous a permis de réunir cinq personnes par couches de répondant : agents du secteur privé, agent du secteur public et citoyen lambda.

Les personnes identifiées ont été rencontrées pour des entretiens enregistrés sur dictaphone selon un mode conversationnel de type interpersonnel. Tous les entretiens ont été transcrits intégralement en vue d'en extraire les informations significatives.

3. Résultats

En lien avec nos hypothèses nous sommes parvenus aux résultats ci-dessous. A titre d'information, nous avons formulé que :

Hypothèse 1 : La population malienne utilise différents moyens pour s'informer

3.1.Etat des lieux sur les moyens d'information publics

- Les moyens d'information dont dispose la population
Selon les résultats de nos enquêtes, les personnes interrogées indiquent principalement qu'elles sont informées de la situation du pays à travers les réseaux sociaux, la presse écrite, les écoutes radiophoniques, la télévision, les causeries et aussi à travers des rumeurs.

3.2.Evaluation des moyens d'information

En lien avec les réponses, nous avons cherché l'avis de nos enquêtés sur la fiabilité des moyens évoqués. A ce niveau, les acteurs interrogés trouvent que les informations provenant de la presse écrite, de la radio et de la télévision sont pertinentes « *Quant aux journaux, je dirai qu'ils sont pertinents, la télévision et radio nous fournissent des informations tendancieuses ou orientées vers un intérêt particulier. Les réseaux sociaux nous fournissent des informations douteuses devant être vérifiées avant confirmation. Ce sont des informations véridiques, parfois trompeuses ou non scientifiques* » A. TRAORE. La fiabilité des informations est donc liée principalement à sa source.

Toutes les informations provenant de la presse écrite, de la radio ou de la télévision sont fondées et indiscutables, selon certains, contrairement à celles provenant des réseaux sociaux qui sont perçues avec réserve « *je prends toujours les informations sur*

*les réseaux sociaux avec beaucoup de réserves » S DIALLO.
« Les réseaux sociaux sont surtout une problématique
informationnelle mélangeant le vrai du faux » M CISSE.*

Par contre, d'autres trouvent que la désinformation provient aussi de la presse privée par manque de contrôle de l'Etat.

Hypothèse 2 : *Les moyens d'information utilisés par les populations ne sont pas tous adaptés dans le contexte actuel du pays.*

En résumant les informations reçues sur cette hypothèse, les réseaux sociaux, les rumeurs, les médias étrangers fournissent des informations que l'on doit prendre avec réserve. Par contre, les informations provenant des médias publics sont officielles fondées et indiscutables.

« Nous sommes dans un moment très critique de notre pays, nous devons faire attention à ne pas véhiculer toutes les informations pouvant faire la propagande des groupes terroristes. Oui à la liberté d'expression mais non à la désinformation. »

3.3. Méthodes de gestion médiatique adaptées au contexte socio-politique du pays

Principalement, aucun de nos enquêtés n'a évoqué une quelconque difficulté à s'informer mais les difficultés évoquées vont des coupures d'électricité, au manque de volonté personnelle, à la réactivité et la rétention de l'information par les autorités face à certaines situations entre autres.

La majeure partie des répondants soulignent qu'à cause des coupures d'électricité, les gens n'ont souvent pas d'autre choix que de saisir les moyens accessibles : réseaux sociaux, presses

privées et rumeurs. Pour cela, un certain nombre de recommandations ont été formulées, entre autres :

4. La mise à disposition d'autres canaux d'informations fiables et rapides à travers un ou des réseaux sociaux.
5. L'adaptation des moyens au niveau évolutif des NTIC ;
6. L'assainissement du milieu médiatique en professionnalisant ces acteurs ;
7. La création d'une ligne de vérification des informations au niveau national ;
8. La diversification des moyens de communication fiable ;
9. La proactivité dans la fourniture d'information ;
10. L'exigence du respect des textes.

11. Discussion et perspectives

Nous avons retenu les éléments ci-dessous pour tenter d'apporter notre contribution à la compréhension et l'adoption de bonnes pratiques à travers des propositions.

4.1. Les causes de la désinformation et les moyens d'information de la population

La prolifération et l'utilisation abusive des réseaux sociaux ont contribué à la désinformation des populations en générale à travers le monde et particulièrement au sein des Etats africains en crise comme le Mali. Ce fléau a conduit à la suspension de certains médias à portée internationale au Mali comme la RFI et France 24. C'est un phénomène qui augmente considérablement la désinformation comme le soulignent Guillaume, Solo et al : *« aux prémices de l'ère des réseaux sociaux, le continent africain a été témoin d'une augmentation rapide des campagnes de désinformation modernes. Il est toutefois important de noter que ce fléau est antérieur à l'ère numérique. Bien que la*

désinformation ait toujours fait partie de l'écologie de l'information et de la communication en Afrique, la nature instantanée des réseaux sociaux a augmenté la fréquence de campagnes d'informations méticuleusement élaborées, intentionnellement fausses et trompeuses. L'ampleur de la désinformation en Afrique reflète une tendance mondiale, soulignant le besoin urgent de comprendre ses origines, ses instigateurs et ses conséquences profondes. » A travers ce passage, un lien étroit existe entre la pensée des auteurs et l'avis de la majorité de nos enquêtés qui trouvent principalement que les réseaux sociaux sont à la base de la désinformation et constituent de véritable problème auquel il faut faire face.

En nous fondant sur les résultats, la responsabilité de la désinformation revient à l'Etat mais elle peut être partagée puisque la fiabilité des informations est reconnue par la population cible à travers sa source même si l'alimentation de l'essentiel de ces sources dépend de la disponibilité de l'électricité qui n'est pas permanemment fournie.

Au-delà de ces causes, il faut aussi noter le manque de volonté de certaines personnes d'aller vers les sources fiables et le désir de certains individus à utiliser une information pour des fins personnelles. En grosso modo, on peut parler de :

4.2. La réactivité de l'Etat

Souvent, face à certaines situations, les autorités réagissent sur la première information et très souvent pour la démentir comme le cas récent des rumeurs qui circulaient sur le report de la date de la rentrée scolaire 2024 - 2025 au Mali.

L'information circulait via WhatsApp, annonçant le report de la rentrée scolaire qui était prévue pour le 1^{er}, au 28 octobre 2024. A la suite de ce message qui n'émane pas des autorités, un communiqué du département l'a suivi informant que la date initialement prévue pour la rentrée scolaire était maintenue. Il a fallu attendre la fin du mois de septembre, le 30, pour qu'on voit

un communiqué officiel du gouvernement, lu au journal télévisé, informant la population du report de la rentrée scolaire pour cause de catastrophe naturelle.

4.3. L'inappropriation des canaux de communication en fonction du contexte et perspectives d'amélioration du système d'information national

Le pays se trouve dans une transition qui est de fait une période exceptionnelle pendant laquelle des mesures exceptionnelles devraient être prises surtout en matière de communication. Certes, il est bon de s'adapter aux réalités du moment, mais il est nécessaire de tenir compte des situations socio-politiques dans les prises de décision. Il existe, heureusement, malgré l'ampleur des réseaux sociaux et leur utilisation abusive, des sources d'information jugées fiables par la population qui sont entre autres : la télévision nationale, la radio nationale et la presse écrite. Le contexte d'insécurité devrait être privilégié pour la division et la consommation de l'information. Une information officielle vise principalement à informer, apaiser et assurer la population.

Même si une situation est peu agréable, il serait bon de lui accorder une importance, la considérer avec beaucoup de sérieux. Une crise mal gérée peut en effet entraîner des conséquences graves, voire dramatiques pour le pays.

Afin d'éviter l'aggravation et la révolte de la population, il est important de mettre en place une communication de crise rapide et efficace comme le confirment les propos d'un enquêteur : « ... nous sommes dans un moment très critique de notre pays, nous devons faire attention à ne pas véhiculer toutes les informations pouvant faire la propagande des groupes terroristes. » Pour ce faire, un seul mot d'ordre : l'anticipation, d'où la proactivité assortie des recommandations. Si la nature de la crise est évidemment impossible à prévoir, il est en revanche possible de mettre en place, en amont, une stratégie qui permettra aux

autorités de gérer au mieux leur communication en cas de perturbation. L'objectif d'une communication de crise est de minimiser les risques liés aux rumeurs et aux fausses informations véhiculées, partagées à travers les réseaux sociaux et d'éviter que ceux-ci ne se reproduisent dans le futur.

L'amélioration du système d'information en ces moments de crise devrait donc passer par la proactivité de l'Etat en matière d'information de la population, l'adéquation entre les canaux d'information et le contexte socio politique du pays, la restriction dans l'utilisation des réseaux sociaux en collaboration avec les services téléphoniques en cas de crise, l'identification des moyens et sources d'information de l'Etat adaptée à la situation, et la régulation de la fourniture d'électricité sur l'ensemble du territoire national.

En plus de ces recommandations, l'Etat doit privilégier les sources crédibles aux yeux des populations pour informer celles-ci de ce qu'elles devraient savoir sur la situation du pays avant qu'elles n'apprennent autrement.

En termes de recommandations supplémentaires, en temps normal, une communication de crise devrait passer par l'identification rapide des situations qui demandent une réaction rapide et structurée mais dans un pays en crise, cette réaction concerne tous les secteurs, toutes les situations et de façon permanente. Cela permettrait de prévenir la désinformation de la population or, on peut le supposer à travers l'évolution des différents mouvements de contestation des pouvoirs survenus dernièrement au Mali, que c'est de la désinformation que naissent les révoltes populaires au Mali. Déjà, la désignation d'un porte-parole du gouvernement constitue une avancée mais cela nous paraît insuffisant pour un pays en crise, surtout que ce dernier, en plus d'être porte-parole, s'occupe d'un département ministériel.

Communiquer efficacement en temps de crise est donc essentiel pour garantir une gestion efficace, limiter la propagation des

rumeurs, maintenir la confiance du peuple selon l'analyse des données d'enquête de cette étude. Les rumeurs et la propagation intentionnelle de fausses informations ont toujours existé au Mali, même avant la transition. En temps de guerres, comme le cas présent du Mali qui fait face aux terroristes, la propagande a toujours été utilisée pour légitimer des propos et actions et pour diffamer les autorités.

Les réseaux sociaux amplifient le phénomène, naturellement, il s'agit d'une satire politique totalement exagérée. Depuis l'installation des autorités actuelles voire avant, le terme « fake news » est omniprésent. En raison des réseaux sociaux et des développements technologiques, la désinformation se propage à grande vitesse d'une part et elle n'est pas si facile à détecter d'autre part.

Conformément aux informations obtenues, nous jugeons nécessaire de clarifier certains concepts liés à notre thème de recherche permettant de mieux cerner le concept *désinformation*.

- *Fausses nouvelles* : on parle de fausse nouvelle ou d'information erronée, lorsqu'un média public ou privé annonce ou publie par erreur une information. Très souvent, un message suit rapidement pour rectifier ou corriger le contenu.

Fake news : contrairement à la fausse nouvelle, la *fake news* est annoncée ou publiée avec des intentions inavouées, qui peuvent tendre à tromper, inciter ou de susciter la haine. Les contenus erronés sont propagés de manière visée, raison pour laquelle on parle de désinformation.

- *Deepfake* ou *hypertrucage* : en utilisant les développements technologiques de plus en plus sophistiqués, il est possible de manipuler des images, des vidéos et des enregistrements audios de manière

trompeuse. Les personnes sont représentées dans d'autres contextes ou on leur fait dire des propos qu'ils n'ont jamais tenus. Dans ces cas-là, on parle de *deepfake* ou d'hypertrucage.

- *Théories du complot* : les théories du complot (ou plutôt mythes du complot, car ils ne reposent pas sur des théories scientifiques) vont toujours de pair avec les *fakes news*. Historiquement, elles ont toujours existé. Lors des affrontements entre les militaires maliens et les groupes terroristes, à travers certains canaux, des responsables terroristes se précipitent pour donner un bilan en leur faveur souvent, avant que les autorités ne communiquent là-dessus. Souvent, elles viennent de milieux aux idées racistes, séparatistes, antisémites ou autres courants qui méprisent la dignité humaine, et elles sont diffusées dans le but de démoraliser les troupes et d'indigner la population.

Les *fake news* se rependent du fait que les gens les approuvent et les diffusent comme l'exemple cité sur le report de la rentrée scolaire 2024-2025. Mais comment se fait-il que les véritables intentions des auteurs ne soient pas décelées ? Et même que les *fake news* soient prises pour argent comptant ? D'où, la mise en place d'une ligne de vérification proposée par un enquêteur.

D'une part, les *fake news* sont la plupart du temps bien camouflées. Au départ, elles paraissent comme des informations sérieuses et ne se différencient pas vraiment des contenus officiels. D'autre part, elles abordent des sujets qui sont à la base des préoccupations et des craintes pour de nombreuses personnes. La pandémie en est un bon exemple, car les informations fiables sur le virus n'ont été disponibles que progressivement et une grande incertitude a régné. Et justement lorsque les *fake news* se transforment en théories du complot, c'est toujours dans le but de faire miroiter des réponses

simples dans un monde qui est désormais plus que complexe et dans lequel les solutions vraiment simples sont rares.

Comment repérer les fake news ? C'est justement la question qu'il faut poser mais, d'après la majorité des personnes interrogées, « *je prends les informations issues des réseaux sociaux avec beaucoup de réserve* ». Les autorités doivent surtout profiter de cette mentalité de la population pour non seulement mener des campagnes de sensibilisation en appuyant cette mentalité, vu que beaucoup de gens, sans aucune qualification professionnelle, sont devenus des informateurs mais aussi, de mettre un système d'information fiable à travers les réseaux téléphoniques nationaux accessible à toutes et tous. Au-delà de ces mesures, la population doit faire énormément attention en s'appuyant sur les éléments du travail effectué par l'association *Schweizer Medien* qui explique dans une interview le travail des journalistes et les indices révélateurs d'une *fake news*, qui sont :

- La nouvelle n'est pas diffusée par un média connu (presse écrite, site Internet connu, radio ou télévision).
- Le reportage n'est pas neutre. Il y a clairement une prise de position, mais il n'est par exemple pas précisé qu'il s'agit du point de vue de l'auteur.
- Le sujet est traité sous un seul angle. Il ne présente qu'un seul point de vue.
- Il n'y a pas de distinction entre le reportage des faits et la retranscription d'opinions.
- Les auteurs et les sources ne sont pas clairement indiqués.
- Le site web ne dispose pas d'un *impresum*.

La vérification des faits est aussi le rôle des organismes professionnels comme la Haute Autorité de la Communication (HAC).

Toute information, même partielle, est préférable au silence. Une information officielle est traitée, adaptée et orientée, de ce fait, les autorités d'un pays en crise devraient, au quotidien, informer avec clarté, admettre leurs erreurs et de donner régulièrement des mises à jour à la population.

Elles doivent également choisir les bons canaux pour communiquer et utiliser les réseaux sociaux comme indiqué par la majeure partie de nos enquêtés, qui permettent de diffuser des mises à jour rapides et d'interagir directement avec le peuple.

Conclusion

Cette étude se fonde sur la gestion de l'information au Mali en cette période de transition. Il vise à identifier les moyens d'information de la population ainsi que des méthodes de gestion médiatique adaptées au contexte socio-politique du pays permettant d'éviter la désinformation.

L'évolution des NTIC impose des changements dans les habitudes communicationnelles entre les dirigeants et leur peuple à tout moment et surtout en période de crise où l'information joue un rôle à la fois d'apaisement et d'aggravation. L'inadaptation à ses changements peut exposer à des risques de désinformation et de contestation de la population.

Cependant, l'information officielle qui a une visée d'assurance et de stabilité et qui cadre avec le contexte du pays, vient toujours des autorités. Pour éviter la désinformation qui n'est pas sans conséquences, les autorités devraient être proactives en informant la population à temps et permanemment selon les besoins et à maintenir un système de contrôle sur l'utilisation des réseaux sociaux au niveau national qui constituent la principale source de désinformation de la majorité de la population. Compte tenu des difficultés liées à la surveillance et au contrôle des réseaux sociaux au Mali, il ressort de ce travail,

en plus des barrières juridiques, la création un cadre d'information et de sensibilisation officiels en étroite collaboration avec les compagnies téléphoniques présentes sur le territoire national (Orange, Moov Africa et Télécel) pour à la fois informer, sensibiliser et suivre le système d'information de la population.

Références bibliographiques

AGBOFOUN (Saturnin), 2009, pp.40-41, « *La communication des pouvoirs publics : cas du ministère des Affaires étrangères, de l'intégration africaine, de la Francophonie et des Béninois de l'Extérieur* », Mémoire de Master en stratégie et management de la communication.

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION EN AFRIQUE (ADEA), Banque mondiale, décembre 2000, RAPPORTS « Techniques et outils de la communication institutionnelle ». Commission de l'Economie et des finances du Conseil économique et social, 25 juillet 2011, pp.23-25 « Rapport d'autosaisine sur le secteur informel au Bénin : problématique et perspectives de contribution à l'économie nationale ».

GIUILY (Eric), 2009, 185 p, La communication institutionnelle. Privé/public : le manuel des stratégies, Paris, PUF, « Collection Quadrige manuels ».

JAAK Raes, juin 2007, Un Guide en communication de crise, Plan mono-disciplinaire d'intervention pour l'information de la population Directeur-général - 53 Rue Ducale, 1000 Bruxelles.

RIUTORT (Philippe), 2007, 105 p, Sociologie de la communication politique, Paris, La Découverte, « Collection REPERES-Sciences politiques-droit ».

Sites internet

WIKIPÉDIA, www.wikipedia.org, novembre 2024

GOOGLE ; www.Google.fr, novembre 2024

MAGAZINE ÉLECTRONIQUE SUR L'ACTUALITÉ DES
PAYS AFRICAINS ET DES DIASPORAS, www.slate.fr,
novembre 2024